
Sommaire

La partie 1 de la série de quatre parties Les chemins de la relance économique pour l'industrie de l'énergie au Canada fournissait une vue d'ensemble des répercussions de la COVID-19 sur le secteur de l'énergie. Dans la partie 2, le Canadian Energy Research Institute (CERI) passera en revue certains des programmes d'assistance du gouvernement central et évaluera comment ils peuvent faciliter la relance du secteur du pétrole et du gaz au Canada.

Le modèle canadien multirégional des entrées-sorties (MRES) du CERI a été utilisé pour analyser les répercussions économiques de différentes mesures d'allègement pour le secteur, de même que les répercussions économiques des revenus générés par l'exploitation du pétrole et du gaz. Les répercussions économiques sont déterminées en termes de leurs incidences sur les principaux indicateurs macroéconomiques comme le PIB, l'emploi, les recettes fiscales et le revenu de la main d'œuvre. Le présent rapport vise particulièrement les principales provinces productrices de pétrole et de gaz. Toutefois, il est important de noter que les répercussions économiques dont ce rapport fait état ne sont pas limitées aux provinces productrices. Les résultats incluent les répercussions directes et indirectes sur toutes les provinces et tous les territoires du Canada (qu'ils soient producteurs ou non producteurs).

Les répercussions économiques des mesures d'allègement du gouvernement sont évaluées sur une période de trois ans allant de 2020 à 2022. Les résultats des répercussions économiques totales sont les suivants :

- Les retombées (directes et indirectes) des plans de relance sur le PIB pour la période sous évaluation totalisent 7 936 millions \$ CA.
- Le nombre total d'emplois ETP (directs et indirects) est de 42 495 pour l'ensemble du Canada, l'impact le plus significatif étant ressenti dans les provinces où s'effectue l'extraction du pétrole et du gaz.
- Les répercussions nettes globales sur les recettes fiscales sont de 78 millions \$ CA.
- Le revenu annuel moyen par personne pour les emplois créés ou préservés est de 91 600 \$ CA.

Nous démontrons que les mesures d'allègement pourraient faciliter la relance du secteur du pétrole et du gaz à court terme¹. Il demeure cependant qu'elles ne sont pas une panacée pour le secteur en raison des enjeux plus vastes liés au marché.

¹ Deux programmes que CERI n'a pas évalués en raison de leur nature sont le Crédit d'urgence pour les grands employeurs (CUGE) et le Fonds de réduction des émissions.

Un exemple présenté dans le Tableau E.1 fait ressortir les répercussions directes des deux plans de relance sur le PIB et l'emploi ajoutées aux revenus en 2020 et les compare à la référence historique de la période 2015-2019 pour le secteur pétrolier et gazier en amont dans quatre provinces productrices de pétrole et de gaz. Nous constatons que les plans de relance évalués entraînent une certaine augmentation du PIB et des emplois créés. Cependant, les répercussions prévues sur les emplois et le PIB seraient beaucoup plus grandes si les marchés du pétrole et du gaz revenaient aux conditions antérieures à la COVID-19. Cela signifie qu'il y a un écart entre l'activité économique soutenue par les programmes de relance et les revenus du secteur pétrolier et gazier en amont et la référence historique, à tout le moins pour l'année 2020.

Les gouvernements qui dépendent des effets d'entraînement du secteur sur d'autres secteurs et sur l'ensemble de l'économie ne verront probablement pas les mécanismes de soutien actuels restaurer le secteur aux niveaux économiques antérieurs à la COVID-19. Le chemin qui mènera aux niveaux d'avant la COVID-19 dans le secteur du pétrole et du gaz canadien passera d'abord et avant tout par la capacité de l'industrie à soutenir la concurrence sur la scène internationale pour les investissements dans l'exploitation des réserves pétrolières et gazières. Cette capacité à attirer les investissements dépendra de l'accès aux marchés, de la certitude quant à la réglementation et aux politiques, de l'innovation technologique, des indicateurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), ainsi que des produits à valeur ajoutée.

Les mesures d'allégement sont des outils importants pour aider le secteur à court terme. Cependant, elles doivent être évaluées dans le contexte du marché dans son ensemble.

Tableau E.1 Écart dans les répercussions économiques annualisées pour le secteur de l'exploration et de la production

	C.-B.		AB		SK		T.-N.	
	PIB (M\$)	ETP	PIB (M \$)	ETP	PIB (M \$)	ETP	PIB (M\$)	ETP
Référence 2015-2019 (A)	4 078	4 660	74 657	77 300	11 823	3 780	8 164	5 067
Augmentation des répercussions économiques :								
Plans de relance	104	49	1 926	4 161	448	142	320	123
Prévisions 2020 basées sur les conditions antérieures à la COVID-19	1 841	1 473	22 316	53 242	3 184	1 708	3 147	2 178
Écart entre les répercussions des plans de relance et les conditions antérieures à la COVID-19	-1 737	-1 424	-20 390	-49 081	-2 736	-1 566	-2 827	-2 055

Source : PetroLMI, CERI. Remarques : Ces valeurs représentent uniquement le secteur de l'extraction du pétrole et du gaz en amont.